



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'offre de viande bovine

Michel Petit

Citer ce document / Cite this document :

Petit Michel. L'offre de viande bovine. In: Économie rurale. N°85, 1970. pp. 33-38;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1970.2111>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_85_1_2111

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

In spite of the lack of statistical data concerning the development in the numbers of the different categories of cattle, it appears that the number of cows is no longer increasing at the rythm of 2 % per year. In the absence of detailed and regular observation of the different types of cattle, it is difficult to deduce accurate indications of the probable development of beef supply.

In the second part of the article are presented the results of micro-economic research wich enable us to outline certain conditions necessary for the expansion of this production. From two studies using simulation models one carried out in Aubrac for the production of cattle for fattening, the other in Brie for cattle-fattening, it emerges that the main obstacles to an increase in beef-production are : an unsatisfactory price-ratio between meat and cereals, the difficulties encountered by land-concentration in the areas where large-scale stock-raising could be envisaged, the uncertainty of the commercialisation of fattened cattle, especially of baby beef.

Résumé

Malgré les insuffisances des données statistiques sur l'évolution des effectifs des diverses catégories de bovins, il semble bien que le nombre de vaches n'augmente plus au rythme de 2 % par an. En l'absence d'observations fines et régulières sur les divers types d'élevage bovin, il est difficile d'en déduire des indications précises sur l'évolution prévisible de l'offre de viande bovine.

Dans la deuxième partie de l'article sont présentés les résultats de recherches micro-économiques qui permettent de préciser certaines conditions nécessaires à l'expansion de cette production. De deux études sur modèle faites, l'une dans les conditions de l'Aubrac pour la production d'animaux à engraisser, l'autre dans la Brie pour l'engraissement, il ressort en effet que les principaux obstacles à l'accroissement de la production de viande bovine sont : un rapport des prix insuffisant entre la viande et les céréales, les difficultés de la concentration foncière dans les zones où un élevage extensif serait envisageable, les incertitudes de la commercialisation des animaux gras, et notamment des jeunes bovins.

L'OFFRE DE VIANDE BOVINE

par Michel PETIT

Professeur à l'Ecole Nationale Supérieure de Sciences Agronomiques Appliquées (Dijon)

Malgré les insuffisances des données statistiques sur l'évolution des effectifs des diverses catégories de bovins, il semble bien que le nombre de vaches n'augmente plus au rythme de 2 % par an. En l'absence d'observations fines et régulières sur les divers types d'élevage bovin, il est difficile d'en déduire des indications précises sur l'évolution prévisible de l'offre de viande bovine.

Dans la deuxième partie de l'article sont présentés les résultats de recherches micro-économiques qui permettent de préciser certaines conditions nécessaires à l'expansion de cette production. De deux études sur modèle faites, l'une dans les conditions de l'Aubrac pour la production d'animaux à engraisser, l'autre dans la Brie pour l'engraissement, il ressort en effet que les principaux obstacles à l'accroissement de la production de viande bovine sont : un rapport des prix insuffisant entre la viande et les céréales, les difficultés de la concentration foncière dans les zones où un élevage extensif serait envisageable, les incertitudes de la commercialisation des animaux gras, et notamment des jeunes bovins.

Beef supply

In spite of the lack of statistical data concerning the development in the numbers of the different categories of cattle, it appears that the number of cows is no longer increasing at the rythm of 2 % per year. In the absence of detailed and regular observation of the different types of cattle, it is difficult to deduce accurate indications of the probable development of beef supply.

In the second part of the article are presented the results of micro-economic research wich enable us to outline certain conditions necessary for the expansion of this production. From two studies using simulation models one carried out in Aubrac for the production of cattle for fattening, the other in Brie for cattle-fattening, it emerges that the main obstacles to an increase in beef-production are : an unsatisfactory price-ratio between meat and cereals, the difficulties encountered by land-concentration in the areas where large-scale stock-raising could be envisaged, the uncertainty of the commercialisation of fattened cattle, especially of baby beef.

Cette communication est préparée pour le groupe chargé de discuter les éléments d'une politique de la viande bovine. A ce titre elle doit contribuer à situer les problèmes d'ajustement de l'offre à la demande ; elle doit aussi rappeler les principaux mécanismes de variations de l'offre afin d'éclairer les décisions de politique agricole visant à l'influencer.

Dans un article publié il y a deux ans (1), nous avons présenté des projections de production de céréales et de produits animaux en France pour 1970 et 1975. Celles-ci montraient clairement que l'orientation de la production agricole n'était pas satisfaisante. On prévoyait un accroissement des surplus de céréales et de lait alors que l'accroissement de la production de viande bovine permettrait certes de satisfaire l'augmentation de nos besoins et de

dégager un surplus net exportable (2). Mais celui-ci étant loin de couvrir les besoins d'importation de nos partenaires de la CEE, le déficit de viande bovine pour l'ensemble de la communauté, augmenterait.

Il n'est bien entendu pas encore possible de comparer nos projections à la réalité puisque l'année 1970 n'est pas encore terminée. De toutes façons, même lorsque la production de viande bovine au cours de cette année sera connue, la comparaison ne sera pas encore facile puisque c'est la tendance à long terme que nous avons projetée et il importerait d'éliminer dans les « chiffres réels » ce qui résulte d'accidents conjoncturels. Il est néanmoins possible aujourd'hui de confronter des projections faites sur la base de données statistiques disponibles en 1967 aux informations recueillies depuis cette date. Bien que celles-ci ne permettent pas de

(1) PETIT (M.), VIALON (J.-B.). — Surplus laitiers et céréaliers, déficit de viande. La production agricole française est-elle mal orientée ? - *Economie Rurale*, n° 75, janvier-mars 1968, p. 109-116.

(2) Il s'agit d'un surplus net exportable parce que nous importons notamment des quartiers arrière, mais nous exportons un tonnage plus élevé.

conclure de façon définitive, nous verrons que, s'il fallait réviser nos projections de production de viande bovine, c'est plutôt en baisse qu'il faudrait le faire. Ceci ne fait qu'accentuer nos conclusions sur la mauvaise orientation de la production agricole dans notre pays. Toutefois, les données statistiques sont insuffisantes pour permettre une véritable analyse des mécanismes de variation de l'offre et donc pour orienter une politique. Une analyse micro-économique est indispensable. Dans la deuxième partie de cet article nous présenterons les résultats des recherches que nous menons actuellement à ce niveau.

I - Position du problème : évolution récente de la production

Evolution récente de la production

Sur le graphique n° 1, nous avons fait figurer l'évolution récente de la production de viande bovine (de 1963 à 1969) et nos projections pour 1970 et 1975. Nous y avons également porté la production projetée par les experts de l'O.C.D.E. (3). C'est la raison pour laquelle nous avons retenu la production totale de viande issue des gros bovins et des veaux puisque c'est la seule qui ait été projetée par l'O.C.D.E. Quant à la production totale de 1963 à 1969, nous l'avons estimée en majorant de 18 % la « production indigène contrôlée » puisque des contrôles de cohérence faits lors de nos travaux de projections nous avaient conduit à retenir ce coefficient (4). L'examen de ce graphique ne permet pas de conclure avec certitude, notamment à cause des perturbations apportées par le fameux cycle du bœuf. Il est certain que notre projection pour 1970 sera supérieure à la réalité, mais il n'est pas évident, d'après ce graphique, que notre « projection 1975 » surestime la tendance à long terme.

Questions soulevées par l'évolution des effectifs

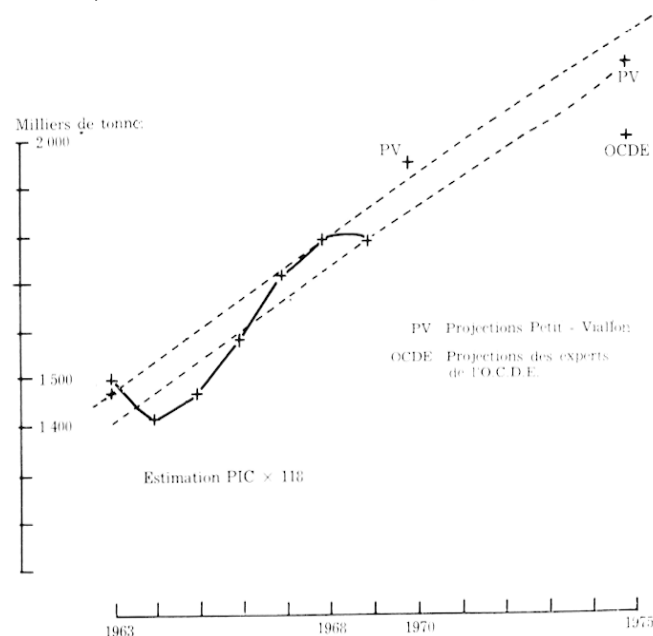
L'examen des effectifs bovins présents sur les exploitations le 1^{er} octobre de chaque année semble pourtant indiquer que si nous avons fait une erreur, c'est probablement d'une surestimation qu'il s'agit. En effet sur le graphique n° 2, nous avons reporté l'évolution du nombre de vaches « toutes catégories », variable qui joue un rôle essentiel dans nos projections. Or depuis 1965, à la suite notamment de la réalisation des enquêtes par sondage sur la

structure du troupeau bovin, le service de statistiques du Ministère de l'Agriculture ne publie plus de chiffres correspondant à cette variable trop composite. Nous avons donc été amené à le reconstituer en additionnant les femelles de 24 mois et plus à aptitudes laitières et à aptitudes peu laitières, et les femelles de 36 mois et plus réformées. Ce regroupement correspond approximativement à l'ancienne catégorie « vaches toutes catégories » puisque pour 1965, seule année où le recouplement est possible, le regroupement donne un effectif de 11 470 400 vaches alors que le nombre de « vaches toutes catégories » était estimé à 11 535 700 (5).

Malgré cette imprécision, l'examen du graphique montre que depuis 1963 le nombre de vaches n'augmente pas au rythme moyen de 2 % par an que nous avons retenu pour nos projections au vu des statistiques publiées antérieurement. Ce changement de tendance peut n'être qu'un artefact dû au changement dans le mode de collecte de l'information statistique ; ce qui nous importe est que la comparaison des enquêtes bovines « 1963 » et « 1967 » indique une stagnation du nombre de vaches et qu'il y a de bonnes raisons de faire confiance à cette source. Il en résulte que nos projections sont probablement fondées sur une surestimation du nombre de vaches. Ainsi la production projetée en 1970 est basée sur un effectif de vaches au 1^{er} octobre 1968 de 12 150 000 alors qu'il n'y en avait en réalité que 11 733 000 (6).

GRAPHIQUE N° 1

Evolution de la production totale de viande bovine
(gros bovins + veaux) et « projections »



(3) Projections agricoles pour 1975 et 1985, O.C.D.E., Paris, 1968.

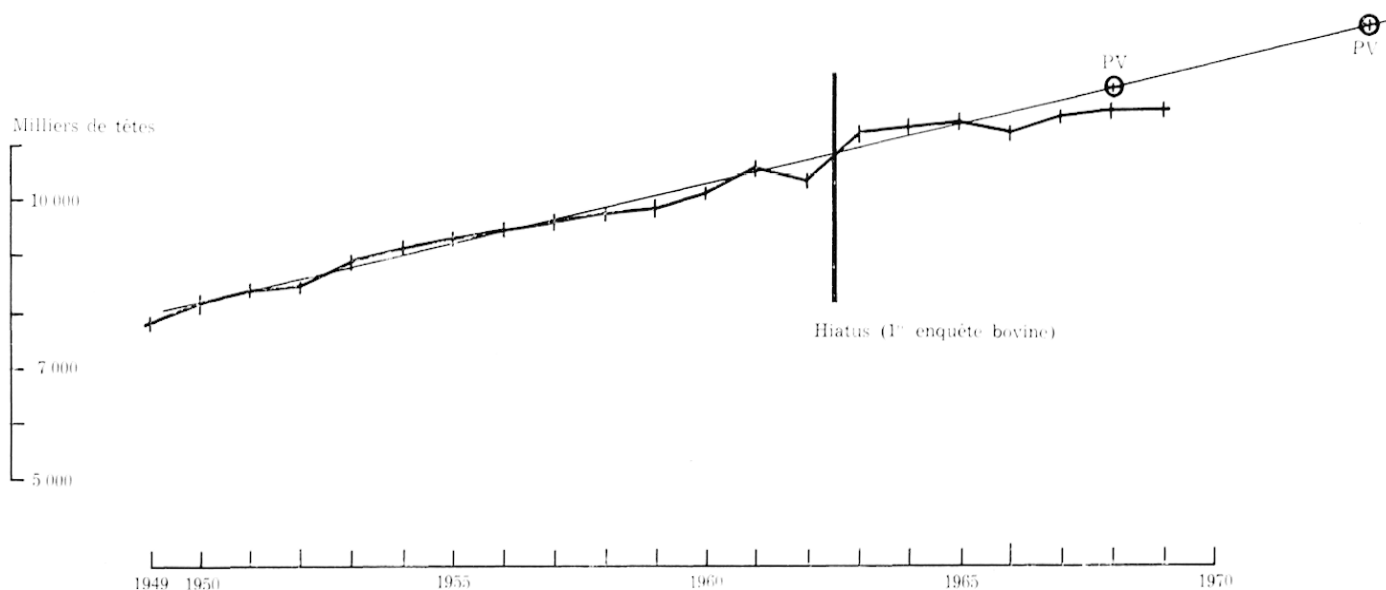
(4) Cf. PETIT (M.) et VIALON (J.-B.). — *The grain-livestock economy of France, with projections to 1970 and 1975*, Institute of International Agriculture, Michigan State University, Research Report n° 3, 1968.

(5) Cf. *Statistique Agricole, Retrospectifs 1930-1964*, Ministère de l'Agriculture, 1966.

(6) Supplément au Cahiers Mensuels de Statistique Agricole.

GRAPHIQUE N° 2

Evolution du nombre de « vaches toutes catégories » et « projections »



Les perturbations du cycle et les insuffisances des données statistiques

Pour interpréter ce dernier chiffre, il conviendrait de tenir compte de la place de l'année 1968 dans le cycle du bœuf. Mais les estimations d'effectifs dont on dispose ne sont pas suffisantes pour cela. En effet si l'existence du cycle est évidente lorsqu'on observe les variations de production et les variations de prix (7), son effet sur les variations du nombre de vaches est beaucoup moins clair. En fait, les estimations annuelles des effectifs de bovins sont trop incertaines ou trop récentes pour permettre une bonne analyse des mécanismes du cycle. Si l'on admet l'hypothèse que, comme pour celui du porc, le cycle du bœuf est dû aux délais de réaction des producteurs aux variations de prix et aux délais inhérents au processus de production lui-même, on devrait observer des variations cycliques dans le nombre de veaux nés ou dans la proportion de veaux gardés pour l'élevage ou dans ces deux variables. On pourrait concevoir également que les mécanismes d'ajustement de l'offre affectent la répartition des génisses entre celles qui sont gardées pour la souche et celles qui sont engraisées. Or on ne dispose pas d'indications suffisantes pour estimer le nombre de veaux nés ; et d'une part les estimations des effectifs dont on dispose depuis 1965 portent sur un nombre trop faible d'années, et d'autre part les indications fragmentaires qu'elles fournissent ne corroborent pas les hypothèses précédentes.

(7) Voir notamment LE PERE DE GRAVERON (J.). — Le marché de la viande en France - Etude rétrospective de 1950 à 1964, *Etudes d'Economie Rurale*, n° 49-50, septembre-décembre 1965, et le graphique n° 1 ci-dessus.

Cette divergence peut être expliquée par le grand nombre de variables affectant la structure du troupeau bovin. Un examen des variations d'effectifs par régions montre que les chiffres nationaux recouvrent des évolutions très diverses selon les régions (8). Il conviendrait en fait de définir des types de production bovine (9) et de suivre leur évolution. Encore une fois, le matériel statistique disponible à l'heure actuelle ne le permet pas.

Malgré toutes ces réserves, il semble à peu près certain que le nombre de vaches n'augmente pas aussi rapidement que nous l'avions projeté. Cette conclusion est à rapprocher du ralentissement de la progression de la production laitière observée au cours des derniers mois. Il est certes probable que ce ralentissement est dû au moins en partie à un accident conjoncturel, mais nous assistons peut-être aussi à un infléchissement de la tendance à long terme comme semble l'indiquer la réduction du nombre d'inséminations artificielles avec des taureaux de races laitières.

Ces indications fragmentaires nous incitent donc à penser que l'accroissement du troupeau de vaches laitières se ralentit, mais il n'est pas facile d'en tirer des conclusions sur l'évolution future de la

(8) L'analyse de ces variations serait trop longue ici. Notons toutefois que la Bretagne et l'Auvergne voient un fort accroissement des effectifs de vaches laitières alors qu'en Bourgogne et dans la région Centre c'est l'effectif de vaches à aptitudes peu laitières qui a fortement augmenté de 1967 à 1969.

(9) C'est un peu ce que nous avons tenté dans un précédent article sur les « Perspectives de changement dans la localisation et les techniques de production de viande bovine » - *Economie Rurale*, n° 78, octobre-décembre 1968, mais il faudrait aller beaucoup plus loin.

production de viande bovine. Il peut en effet y avoir substitution de vaches allaitantes aux vaches laitières comme cela semble être le cas en Boulogne, il peut également y avoir saillies de vaches laitières par des taureaux de race à viande pour accroître la production de viande jointe à la production laitière, mais il se peut aussi que la stagnation du nombre total de veaux nés freine l'accroissement de la production de viande bovine. Les statistiques disponibles aujourd'hui ne permettent pas de lever toutes ces ambiguïtés, il n'est donc pas possible de rester à ce niveau d'analyse pour éclairer les décisions de politique économique. C'est la raison pour laquelle nous devons faire appel à des recherches micro-économiques. Leurs résultats, s'ils ne permettent pas de répondre vraiment à toutes les questions posées, permettent de dégager des conditions qui doivent être remplies pour que la production de viande bovine se développe et de juger des perspectives d'un tel développement.

II - Conditions et perspectives de développement de la production de viande bovine

Dans notre précédent article (10), nous avons exposé pourquoi, à notre sens, le potentiel principal d'accroissement de la production de viande bovine se trouvait dans les régions céréalières qui pourraient devenir des zones d'engraissement très importantes. Nous indiquions en outre que, si tel était le cas, le principal goulot d'étranglement deviendrait l'approvisionnement en animaux maigres (11).

Deux recherches actuellement en cours permettent d'éclairer un peu ces deux aspects du problème.

But des recherches

Le principal facteur interne d'évolution de l'agriculture est l'adoption du progrès technique. Les deux recherches en cours ont pour but principal d'étudier la rentabilité et les conditions d'adoption de progrès techniques divers dans la production d'animaux à engraisser et dans l'engraissement. Elles sont menées en collaboration étroite avec nos collègues de la Station d'Élevage des Ruminants de Theix (Puy-de-Dôme) — Equipe de C. Béranget — et animées par G. Liénard, ingénieur économiste placé dans cette station. On espère que les résultats contribueront à orienter les recherches des zootechniciens et qu'ils permettront de dégager

des enseignements sur les conditions et les perspectives de développement de ces deux stades du processus de production. C'est bien entendu ce deuxième objectif qui nous intéresse ici.

Grandes lignes de la méthode

La méthode retenue consiste à étudier sur des modèles préalablement étalonnés, les conditions de rentabilité de divers progrès zootechniques possibles, introduits successivement ou simultanément dans le modèle. L'étalonnage du modèle est une opération qui nous paraît indispensable. Elle permet de s'assurer que le modèle représente convenablement le comportement des éleveurs et donc de penser que les résultats qu'il donne lorsque l'on introduit des techniques nouvelles constituent de bonnes indications des réactions probables des éleveurs. La construction des modèles est donc précédée d'une enquête technique et économique auprès d'éleveurs, ce qui permet de préciser les « données » du modèle.

La production d'animaux à engraisser est une production extensive qui requiert de grandes surfaces par travailleur et des quantités importantes de capital par travailleur même si la quantité de capital par hectare n'est pas très élevée. Rares sont les régions françaises où l'on trouve de telles structures de production. Il s'agit surtout de zones de montagne. Dans un premier temps, nous avons engagé nos travaux en nous plaçant dans les conditions de l'Aubrac et de la zone Salers. Il conviendra ensuite de se placer dans la zone charolaise, où les hivers sont moins longs et où la production d'animaux à engraisser est déjà développée. Nous ne disposons aujourd'hui de résultats que pour le modèle « Aubrac ».

Quant à l'engraissement, il est étudié sur le modèle qui a été bâti pour la Brie (12). C'est à l'occasion de l'étude de cette région que nous avons mis l'accent sur les perspectives d'adoption de techniques nouvelles. Ceci résulte du fait que les productions bovines traditionnelles sont en régression en Brie et que seules des techniques nouvelles pourraient donner un nouvel essor à l'engraissement de bovins.

PRINCIPAUX RESULTATS

a) Pour l'Aubrac, les principaux résultats actuellement disponibles ont fait l'objet d'une communication à l'Association Française de Zootechnie (13).

(12) BAGOT (X.), BROSSIER (J.), BRUN (A.), LIENARD (G.), PETIT (M.), TETU (C.). — **Décisions de production et offre de viande**, Fasc. 6 : Brie - Paris, I.N.R.A., février et novembre 1968.

(13) Voir ci-après LIENARD (G.), DEUDON (D.). — Modèles de production de jeunes bovins à engraisser (page 85).

(10) Perspectives de changement... Op. cit.

(11) Cette terminologie courante n'est pas très heureuse d'un point de vue technique, les zootechniciens préfèrent parler d'animaux à engraisser.

Le système de production d'animaux maigres est relativement « robuste » (c'est-à-dire qu'il se maintient même en cas de changement dans les rapports de prix) dans les exploitations herbagères assez grandes dont la production fourragère est peu intensifiée. Il faut en effet que le prix d'achat de l'orge baisse à 36 F/q pour qu'apparaissent des activités d'engraissement à l'auge, les prix des bovins étant ceux de l'automne 1967 (3,60 F/kg pour un taurillon de 9 mois, 6,20 F/kg net pour des génisses grasses de 2 ans). Lorsque la culture de l'orge est possible et que le prix de vente de l'orge est de 36 F/q, on obtient le même résultat. Dans ces deux cas, plus de la moitié des animaux nés sont encore vendus en maigres. Mais même dans ce type d'exploitation où l'essentiel de la main-d'œuvre est salariée, et dans l'hypothèse d'une faible intensification fourragère, une production laitière de type traditionnel est presque concurrentielle avec la production de maigres puisque des vaches produisant 2 700 l de lait par an apparaissent dans les solutions optimales pour un prix du lait situé entre 0,45 et 0,50 F/l. Ce seuil est abaissé à 0,41 F/l environ avec des vaches produisant 3 700 l de lait. On comprend que pour des exploitations plus petites, où la main-d'œuvre familiale est relativement plus importante, l'augmentation du prix du maigre soit absolument nécessaire pour permettre le maintien de cette production face à une production laitière probablement mieux capable de valoriser une éventuelle intensification fourragère.

Cependant, l'augmentation actuelle du prix de la viande et surtout celle plus rapide du prix des animaux maigres renforce la robustesse du système actuel. Le maintien de ces prix permettrait de dégager sans doute un revenu suffisant pour assurer l'avenir de cette production dans les grandes exploitations.

Parmi les variables zootechniques étudiés, c'est le nombre de veaux sevrés par vache qui est le facteur essentiel dans la détermination du revenu et du système de production (âge des animaux vendus). Ceci renforce l'intérêt de l'étude des problèmes soulevés par l'adoption d'un deuxième veau. Il importe aussi d'étudier la liaison entre niveau d'alimentation et performances de croissance, les résultats des premiers calculs ayant montré que la marge d'incertitude sur les besoins alimentaires avait une influence considérable sur les résultats économiques de l'exploitation.

En revanche, le choix du mode d'utilisation des génisses croisées et la castration des veaux n'ont que peu d'incidences économiques. En définitive, les différents systèmes de production d'animaux maigres donnent des résultats économiques très proches les uns des autres.

Pour compléter cette étude en cours, il reste à étudier l'intérêt éventuel de l'intensification fourragère et à introduire dans le modèle la possibilité

pour les vaches mères d'allaiter un deuxième veau. Il faudra aussi refaire les calculs avec des données plus précises sur les besoins alimentaires et les performances, lorsqu'elles seront disponibles.

Ainsi, il apparaît que les meilleurs moyens de favoriser le développement de cette production sont l'encouragement à la concentration foncière permettant de créer des structures adaptées, l'encouragement aux organismes de commercialisation assurant une liaison sûre et équitable avec les engraisseurs, les encouragements divers aux activités d'engraissement pour accroître la demande et donc le prix des animaux à engraisser.

b) *Pour la Brie*, une première série de résultats a été publiée dans l'ouvrage cité en note (12). Les calculs sont repris actuellement pour tenir compte d'informations techniques nouvelles pour étudier une gamme plus vaste de types d'animaux à engraisser et de rations d'engraissement, et surtout pour tenir compte de l'évolution des prix depuis 1967, date de l'enquête. Les résultats de cette nouvelle série de calculs sont encore trop fragmentaires pour que l'on puisse en faire état ici. De toutes façons ceux dont nous disposons confirment les leçons d'ordre général que l'on peut tirer de la première série de calculs que nous résumons donc brièvement maintenant.

Le modèle a permis, après étalonnage, de vérifier que les productions végétales : blé et plantes sarclées (betteraves, pommes de terre et maïs grain) constituaient la base du système de production et ceci même dans le cas d'une baisse notable (jusqu'à 25 %) du prix des produits correspondants. Evidemment, dans ce cas, le revenu diminue beaucoup. Ce modèle a permis en outre de montrer que l'engraissement de taurillons à viande, de race Salers ou croisés, avec des rations à base de foin et d'orge était rentable à condition toutefois que le prix de vente de l'orge ne dépasse pas 34 à 35 F/q (ce calcul repose sur l'hypothèse que des taurillons, achetés à l'âge de 9 mois, pesant 290 kg, payés 3,60 F/kg, donneraient, à l'âge de 15 mois, des carcasses pesant 280 kg vendues 6,25 F/kg (14). Il est apparu dans les calculs que cette production de taurillons pouvait être importante : 80 à 100 animaux par an dans une exploitation de 150 ha. Des rations plus modernes à base de produits déshydratés coûtent en général plus cher et sont donc moins intéressantes. Pour qu'elles le deviennent il faudrait, par exemple, que le mélange luzerne-pulpe déshydratée coûte aux engraisseurs un prix de l'ordre de 22 F/q.

(14) Les prix retenus ici étaient ceux du marché à l'automne 1967. Une recherche sur l'économie de la production de bovins maigres montre qu'un prix de 3,60 F/kg vif pour les maigres n'est pas suffisant pour assurer une production importante de ce type d'animal.

Par contre, dans ce type d'exploitation, la production laitière semble moins intéressante. Parmi les différents types de productions laitières, ce sont les modes de productions les plus traditionnels qui seraient les plus proches de la rentabilité. Les techniques dites modernes utilisant beaucoup de capital ne semblent pouvoir se développer que si le prix du lait augmente de façon importante (de 15 %). Il est remarquable de constater que les expériences existantes et bien connues de production laitière de type « manufacturier » ne se sont développées que dans des cas où le lait est vendu notablement plus cher que la moyenne (0,50 F et plus le litre).

Conclusions

L'interprétation globale des résultats micro-économiques n'est pas facile en l'absence d'une description statistique satisfaisante des différents types d'élevage bovin. Les modèles « Aubrac » et « Brie » permettent en effet une analyse assez fine de deux types bien définis de production de viande bovine, mais la majeure partie de la production actuelle ne provient pas de ces deux types. Il existe, en effet, un grand nombre d'exploitations où la production de viande est jointe à la production laitière et ceci dans des proportions très variables. Il existe aussi des emboucheurs spécialisés dans les régions herbagères. Les travaux des zootechniciens (C. Béranger), aux haras du Pin notamment, ont montré qu'il y avait là un potentiel considérable d'accroissement de la production. Mais, comme nous l'avons déjà exposé (15), les caractéristiques économiques de cette production sont mal connues. On ignore donc quels sont les véritables obstacles à la réalisation de ce potentiel.

En outre, pour pouvoir suivre l'évolution de l'offre et être en mesure de déceler d'éventuels changements dans la tendance à long terme, il faudrait être capable d'éliminer les variations conjoncturelles ce qui impliquerait de bien connaître les variations d'effectifs qui accompagnent le déroulement du cycle du bœuf. Comme on l'a vu, ceci n'est pas possible actuellement.

*.

Malgré ces limites de nos connaissances, il est clair que diverses mesures pourraient être prises pour encourager la production de viande bovine.

Il convient certes d'interpréter ces résultats avec prudence puisque depuis 1967 les prix des céréales ont notablement augmenté, de même d'ailleurs que ceux de la viande bovine et des animaux à engraisser. Néanmoins ces résultats illustrent bien le grand potentiel d'accroissement de la production de viande bovine dans les zones céréalières. Ce potentiel ne se réalisera cependant que si le rapport entre le prix de la viande et celui des céréales augmente, si les structures commerciales adéquates, orientées vers l'exportation, sont mises en place et si l'approvisionnement en maigres est assuré.

— Le plus facile serait certainement un meilleur rapport des prix entre la viande bovine et les céréales.

— Pour faciliter la mise en place d'unités de production de taille suffisante en zone extensive, il faudrait faciliter la concentration foncière des exploitations. Ceci n'implique pas nécessairement le rachat des terres par les exploitants mais il requiert sans doute un aménagement du droit de propriété.

On peut remarquer au passage que la plupart des solutions envisageables pour une reconversion de l'utilisation de l'espace dans les zones où la population a beaucoup diminué se heurtent à cet obstacle foncier.

— Il semble enfin possible d'intervenir sur les modalités de la commercialisation des bovins prêts à être abattus et des bovins à engraisser. À cet égard, les contrats « jeunes bovins » mis en place par le FORMA nous semblent bien inspirés. Il est probable qu'une action plus approfondie pourrait être envisagée. Mais il faut bien convenir que l'on se heurte encore une fois à notre ignorance. Il existe fort peu d'analyse économique sérieuse du fonctionnement des circuits de commercialisation et du rôle qu'y jouent les divers agents. Il ne suffit pas en effet de crier « vive l'organisation », « sus aux intermédiaires », il faudrait encore s'interroger sur les raisons pour lesquelles ils existent. À notre connaissance, seule l'équipe du laboratoire I.N.R.A. de Toulouse, autour de J. Chataigner et L. Mazenc, a entrepris des recherches approfondies sur ce sujet.

(15) Perspectives de changement... Op. cit.